

Echec des négociations

Congo-Kinshasa Elles devraient se poursuivre en l'absence des évêques.

Le second ultimatum fixé par la Conférence nationale des Evêques du Congo (Cenco) aux politiciens qui négocient la marche de la transition a, lui aussi, été dépassé, samedi soir, sans signature d'un accord de sortie de crise.

Celle-ci a été provoquée par l'absence de volonté du président Joseph Kabila d'organiser l'élection de son successeur avant la fin de son dernier mandat constitutionnel, le 19 décembre.

Ayant organisé avec succès la répression des protestations, le régime a signé, le 31 décembre, avec diverses oppositions, un accord lui permettant de prolonger M. Kabila au pouvoir jusqu'à la présidentielle, prévue cette fois pour avant la fin de 2017.

En échange, l'opposition réunie derrière Etienne Tshisekedi obtient le poste de Premier ministre et celui de président du Comité de suivi de l'Accord du 31 décembre; des mesures de décrispation politiques (libérations de prisonniers politiques et abandon de poursuites politiquement motivées contre des opposants);

l'interdiction pour la Majorité présidentielle d'organiser un référendum constitutionnel et pour le Président de briguer un nouveau mandat; modification de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) qui a été incapable d'organiser les élections dans les temps.

Un flou certain

L'Accord de la Saint-Sylvestre n'avait toutefois pu être obtenu qu'en laissant flotter un certain flou. Qu'il fallut ensuite dissiper. Les évêques se remirent donc au travail pour obtenir des "Arrangements particuliers" précisant comment on mettrait l'Accord en application. C'est là-dessus que les négociateurs bloquent.

Samedi soir, après quinze jours de travail, la Cenco a constaté que les "Arrangements particuliers" ne pouvaient être signés, faute d'accord – essentiellement entre la Majorité présidentielle et le Rassemblement d'opposition présidé par Etienne Tshisekedi – sur plusieurs points.

Qui choisit le Premier ministre ?

D'abord le mode de désignation du Premier ministre. Dans l'entendement du Rassemblement, c'est lui qui le choisit et Joseph Kabila le nomme. La Majorité présidentielle exige, elle, que le Rassemblement présente 5 noms au chef de l'Etat, qui choisira et nommera.

Désaccord également sur la répartition des

portefeuilles ministériels. Car il y a les ministères régaliens et les autres; ceux qui rapportent de l'argent et les autres... La Majorité présidentielle veut faire reconnaître son poids politique

(issu d'élections frauduleuses en 2011); les autres parties ont aussi un vorace appétit.

Désaccord encore sur le chronogramme jusqu'aux élections, alors que le temps passe.

Enfin, l'opposition veut que la Cenco accompagne la transition jusqu'à la présidentielle; la Majorité veut que les évêques s'effacent dès les "Arrangements" signés.

"Ce n'est pas un échec", juge une source à la Cenco interrogée par "La Libre Belgique" dimanche. Les évêques doivent se rendre à Genève cette semaine – "à un atelier de formation à la négociation" – tandis qu'une "équipe chargée du volet 'mesures de décrispation' se rendra en Belgique et en France" la semaine suivante "pour rencontrer des acteurs liés aux cas *Muyambo et Katumbi*". Ces deux figures politiques sont parmi les principales à subir poursuites et/ou incarcération pour des raisons jugées politiques par l'opposition.

"En attendant", poursuit notre source, "nous espérons qu'ils vont se réunir et trouver un accord dans les huit jours".

Marie-France Cros